



Komitee für den Europäischen Bundesstaat
Committee for a European Federal State
Comité pour l'Etat Fédéral Européen
Comitato per lo Stato federale Europeo
Comité voor de Europese Federale Staat

www.euraction.org - euralert@euraction.org

Communiqué de presse

UNE UNION BANCALE NE PEUT ETRE REFORMEE IL FAUT EN FONDER UNE NOUVELLE

Le résultat du referendum irlandais n'a fait que mettre encore plus en évidence un état d'incapacité décisionnelle et de confusion qui, de fait, était déjà manifeste. Qu'un si modeste traité réformateur européen, ne procédant à aucun transfert significatif de souveraineté nationale vers le niveau européen, ait été rejeté par les citoyens d'un pays qui a tiré tant de bénéfices de son adhésion à la communauté européenne, confirme combien sont lointains de l'opinion publique les partis politiques et leurs responsables et combien ces derniers jouent aux dés le futur de l'Europe.

Peut-on vraiment espérer que l'actuelle Union mènera à bien dans les années à venir tout ce qu'elle n'a pas réussi à réaliser à ce jour ? La réponse est non.

Nombreux sont ceux qui dans la classe politique européenne, bien que leur vision ne repose pas clairement sur l'objectif de l'unité fédérale, estiment que le salut du continent dépend d'un renforcement radical des institutions de l'Union. Mais tant que les réformes continueront à être proposées dans le cadre des 27 membres, leurs déclarations et propositions sonneront comme autant de chimères et actes de propagande. Le temps est venu pour ces femmes et hommes politiques de réaliser que tout projet tendant à la création d'une solide union politique est désormais impossible dans cette configuration. La relance du processus d'union politique européenne passe nécessairement par un changement de structure qui la rendra irréversible.

Ouvrir cette ère nouvelle incombe aux six pays fondateurs et, parmi eux, à la France et à l'Allemagne plus particulièrement.

Ils ont en effet le devoir de :

- relancer la construction européenne en dehors des traités existants, qui n'offrent désormais aucune marge pour un progrès au sens fédéral ;
- souscrire un pacte fédéral par lequel les Etats volontaires transfèreraient au niveau européen la souveraineté dans les domaines militaire et des affaires étrangères ;
- prendre en charge la convocation d'une Assemblée constituante, élue dans les pays qui auront signé et ratifié le pacte, avec le mandat de rédiger la constitution de l'Etat Fédéral Européen, ouvert à tous ceux qui voudront y adhérer, en commençant par ceux qui ont déjà adopté l'Euro.

13 Juin, 2008

Under the auspices of the Kerneuropaverein – Association for a Federal Core e.V.
President, Franco Spoltore, c/o MFE Pavia, via Volta 5, I-27100 Pavia
Secretary, Yves Lagier, UEF Franche Comté, 2, Place Payot, F- 25000 Besançon
Treasurer, David Schneider-Addae-Mensah, Heidenschanzweg 3, D-77694 Kehl